

Nantes meeting d'Ensemble : introduction de Katell Andromaque

Category: Actualité politique

écrit par jmfouquer | 18 janvier 2017

En introduction à ce temps d'échange, nous avons souhaité dire quelques mots sur le contexte politique et quelques luttes locales emblématiques.

Permettez-moi d'abord de me présenter : Je m'appelle Katell Andromaque, j'habite la Chapelle sur Erdre après avoir passé quelques années à Rezé. Le département de la Loire-Atlantique est une terre de longues et dures luttes, dont les luttes victorieuses contre l'implantation de centrales nucléaires au Pellerin et au Carnet.

Aujourd'hui encore, certaines luttes qui nous occupent ici sont d'ampleur nationale.

En 1er lieu, l'avenir des chantiers navals de St Nazaire qui revient sur le devant de la scène.

Notre département, le secteur industriel est en net recul depuis le milieu des années 1980, et compte plus de 120000 demandeurs d'emploi, toutes catégories confondus, dont 65000 privé-es d'emploi (DE de Catégorie A), Ces chantiers, fleurons industriels de l'estuaire avec l'aéronautique (AIRBUS), ont connu, par le passé, des moments difficiles. Rappel de quelques moments clés de l'histoire des ex « chantiers de l'Atlantique » :

- les chantiers ont été repris en 2008 par le sud-coréen STX, l'état est détenteur de 1/3 de capital
- dans un contexte de creux de charges, chômage partiel pour les salarié-es, sous-traitants en difficulté, de panne de commandes, les syndicats en appellent à l'Etat après l'élection de F; Hollande, pour qu'il prenne ses responsabilités. Lors de 2 rencontres avec A. Montebourg,

alors ministre du redressement productif, en septembre 2012, la revendication de la nationalisation, portée notamment par les UD FO et Solidaires, revenait d'actualité.

– Fin 2012, l'horizon des chantiers se dégagait avec la commande par un croisiériste américain qui assurait 10 millions d'heures de travail pour 3 ans pour les salariés et les sous traitants.

Depuis les commandes ont recommencé à tomber au point d'assurer un carnet de commandes plein jusqu'en 2022, essentiellement pour la fabrication de gros paquebots de croisière et de grand standing.

Aujourd'hui, des incertitudes pèsent de nouveau sur l'avenir des chantiers nazairiens. La maison mère coréenne de STX France a été placée en redressement judiciaire. Contrainte par ses créanciers de restructurer sa dette, elle a été mise en demeure de vendre ses actifs en Europe. Des négociations exclusives ont été ouvertes, début janvier 2017, avec un groupe italien.

Les salariés (2500 sous statut, plus de 5000 avec les sous-traitants) et leurs syndicats, inquiets des questions d'ordre concurrentiel que ce rachat pose, sont dans l'expectative et craignent que des unités qui font doublon (dont les bureaux d'étude) ne fassent les frais de cette absorption. Aussi, de nouveau, font-ils appel à l'Etat qui dispose d'une minorité de blocage, pour qu'il prenne ses responsabilités.

Le gouvernement a assuré qu'il « n'hésiterait pas à utiliser tous les leviers dont il dispose » dans ce dossier. En clair, à activer, si nécessaire, son droit de préemption, même si ce n'est pas l'option qu'il privilégie. Il semble lui préférer un accord avec Fincantieri-qui ne serait pas forcément majoritaire dans STX- avec une entrée en capital de DCNS et d'éventuels croisiéristes, clients du chantier naval. Sirugue, ministre de l'industrie, a assuré aux salariés et aux syndicats des chantiers qu'il ferait tout pour préserver l'activité du chantier et de ses sous-traitants et sécuriser le savoir-faire de ce fleuron de l'industrie française. Hollande, quant à lui, s'est engagé à ce que le dossier soit

réglé avant l'élection présidentielles.

Mais ce ne sont que des promesses dont on sait ce qu'elles valent en période électorale. Nous considérons, quant à nous, que des garanties précises doivent être données quant à la pérennité du site et de son activité, que l'option d'une prise de contrôle majoritaire du capital de l'Etat, donc d'une nationalisation des chantiers doit être de nouveau sérieusement envisagée, ainsi qu'un véritable débat public sur la diversification de leurs activités industrielles.

Deuxième lutte majeure, s'il en est : la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes : Christian de l'ACIPA interviendra également tout à l'heure.

Je voudrais quant à moi évoquer cette mobilisation pour ce qu'elle a apporté et apporte encore dans la vie militante locale. Il n'est bien sûr pas question de remercier l'Etat pour avoir permis la rencontre de personnes de tous horizons autour du refus de ce projet. Mais c'est bien ce qu'a produit le rassemblement de toutes les opposantes et opposants à ce projet :

- rassemblement de cultures politiques différentes : implication dans des collectifs, dans des associations, dans des partis

- rassemblement de moyens de lutte différents et complémentaires : des paysans et des habitant-es historiques, des avocats et de la commission juridique aux nouvelles habitantes et habitants de la ZAD, qui y construisent des fonctionnements alternatifs, en passant par les nombreux comités de soutien présents partout sur le territoire, ici et en France.

Cette lutte a permis que nous nous rencontrions, que nous militions et luttons ensemble, que la confiance s'instaure. Si nous ne sommes pas toujours d'accord, nous partageons globalement les mêmes valeurs : la nécessaire protection de notre environnement, la défense d'une agriculture paysanne, le refus de la bétonnisation au profit de quelques uns, le refus de l'opacité et des mensonges dans les décisions publiques.

Au-delà de la simple opposition à un projet, c'est toute

l'intelligence collective qui s'exprime : réflexion approfondie et propositions sur les profonds changements à apporter dans les processus de décision par le groupe GPII, travaux de l'atelier citoyen, etc.

Autre sujet national qui connaît ses déploiements sur notre territoire : l'accueil des personnes migrantes

La revendication pour la création de centres d'accueil assurant à Nantes un hébergement digne pour tous est mise en avant actuellement par les collectifs. Cette revendication peut permettre une prise de conscience politique dans l'opinion menant à la mobilisation et l'action, Il s'agit de mettre au jour le double discours des collectivités locales et de l'État : en effet

- les expulsions des squats continuent sans solutions pérennes offertes

- l'inspecteur d'Académie de Nantes refuse de scolariser des Mineurs isolés dans les collèges et lycées publics : de nouveaux collectifs se sont mis en place à Nantes et dans le 44 et les collectifs existants se sont élargis en obtenant le soutien de nouvelles associations

Il s'agit également d'analyser des politiques de fermeture, de discrimination et de répression, on le voit actuellement à travers les procès des militants accusés du délit de solidarité : et ainsi susciter de nouvelles revendications sur la liberté de circulation et l'égalité des droits entre français et étrangers.

La lutte pour le respect de la dignité des migrants peut alors être vue sur le même plan que la lutte des travailleurs ou que la lutte pour le respect de l'environnement parce qu'elle dénonce la même logique de profit et de guerre dans ce monde globalisé sans contrôle.

4eme et dernière lutte que je citerai : à Nantes, les luttes de femmes sont nombreuses et solidaires

La Women's March américaine, lancée suite à l'élection de Trump pour lutter contre la xénophobie, le sexisme, le racisme y a trouvé son relais Nous ne pouvons pas rester indifférent.e.s alors que le nouveau président de la première puissance

mondiale s'apprête à appliquer l'idéologie violemment sexiste, homophobe, xénophobe et raciste qu'il a défendue durant toute sa campagne.

Ces idées, certain.es les appliquent en Europe où tous les droits des femmes ne sont pas encore acquis, et ceux acquis peu respectés. Elles traversent aussi les programmes électoraux de certain.es candidat.es à la présidentielle française, porteurs de graves régressions. Devant ces dangereux signaux envoyés à toutes les femmes et hommes de progrès du monde, nous témoignerons notre solidarité avec la « Women'smarch » des américaines en nous rassemblant à Nantes, samedi 21 janvier, à 15h Place des Volontaires de la Défense Passive, pour marcher jusqu'à la Place du Bouffay, renommée « Angela Davis » pour cette occasion.

En parallèle de ces luttes, quelques mots sur la situation politique locale :

Les élections à venir, présidentielles et législatives, ne peuvent pas être abordées, en Loire-Atlantique, sans tenir compte de ce qui s'est passé aux précédentes : lors des dernières municipales et des dernières départementales, de nombreux collectifs citoyens ont présenté des listes. Ces collectifs ont tous des réalités différentes : rassemblant essentiellement des personnes non encartées par endroit, rassemblements ouverts initiés par des partis politiques, d'EELV au PCF, ailleurs.

Ces aventures électorales ont montré leur force, avec souvent des résultats supérieurs à 15 % au 1er tour et jusqu'à 27 % à Bouguenais ou 33 % à La Montagne.

Aujourd'hui, c'est France Insoumise qui dans une certaine mesure anime cette dynamique. En parallèle, les 9000 signataires dans le pays, 450 en Loire Atlantique de l'appel « Front Commun » proposent le rassemblement de celles et ceux, individus et organisations, qui veulent le succès de JLM et refusent la division à la gauche du PS aux Législatives. Ensemble ! soutient cet appel et le propose à la signature.

De nombreux membres d'Ensemble ! font partie des groupes France Insoumise. Nous appelons de nos vœux qu'ils et quelles

soient rejoints par le plus grand nombre d'entre vous et qu'en même temps soit mise en place une coordination locale permettant à toutes les composantes engagées dans la campagne de Jean-Luc Mélenchon d'y travailler ensemble. I

Il ne s'agit pas pour nous d'enjoindre des personnes engagées depuis des années dans des luttes, dans des associations, dans des syndicats, dans des collectifs, dans des partis, de faire partie de France Insoumise ou de ne pas être. Il s'agit d'avoir une démarche d'ouverture, d'entendre les réticences des uns et des autres, de respecter les parcours de chacune et chacun. Avec un objectif : que nous tous qui partageons les mêmes valeurs et les mêmes objectifs politiques menions la bataille de façon groupée !

Le chemin de l'unité n'est pas un chemin facile. Il faut donc l'emprunter avec conviction. Entendre également le refus des partis politiques qu'expriment certains et certaines membres de France Insoumise mais être vigilants sur le déficit de démocratie interne que peut engendrer une organisation sans structuration réfléchie et partagée.

Pour les mois qui viennent, nous appelons au soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon et au programme qu'il représente, en respectant les divergences que nous pouvons avoir sur certains points. Nous appelons également au soutien des candidates et candidats aux législatives qui s'inscriront dans la dynamique de la campagne présidentielle.

C'est tous ensemble, que nous ferons avancer nos idées !

Merci de votre attention